

# Déchets inertes du BTP :

**Favoriser leur valorisation,  
lutter contre les dépôts  
sauvages**

Claire BOUJARD  
DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
20 novembre 2018

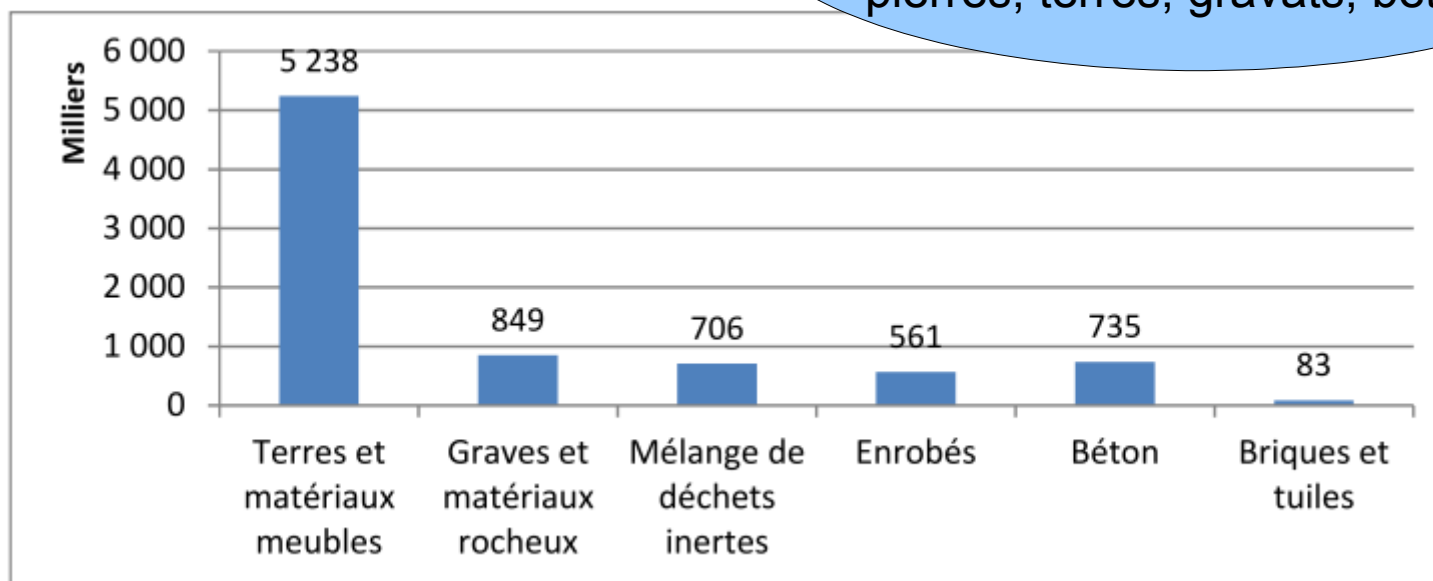


Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Bourgogne Franche-Comté

# Les déchets du BTP

- En France, le secteur du BTP produit environ 240 Mt/an de déchets (soit près des 3/4 des déchets produits en France)
  - À l'échelle de la région BFC c'est environ 9 Mt chaque année
- Les déchets inertes représentent 90 % des déchets des TP, et 70 % des déchets du bâtiment

Déchet non dangereux, non évolutif, non susceptible de générer une atteinte à l'environnement : pierres, terres, gravats, béton...



Source :  
étude CERC

# Un déchet inerte du BTP peut être :

Objectif réglementaire :  
**70 % de valorisation  
matière en 2020**  
pour les déchets du BTP  
(article L541-1-6° du Code de l'Env.)

## ■ Soit valorisé

→ *le déchet est réutilisé, en substitution d'autres matières, à une fin particulière*

### Aménagement

- *Autorisé*
- *Utile*
- *Déchets adaptés à l'objet*

### Réutilisation en granulats

- *Transit et broyage/concassage dans des installations autorisées*

## Soit éliminé

### Installation de stockage de déchets inertes

- *Dans une installation autorisée*

# Exemples de valorisation autorisée



Remise en état de carrière  
(sous réserve que l'AP  
prévoit cette possibilité et  
que ce réaménagement  
soit utile)

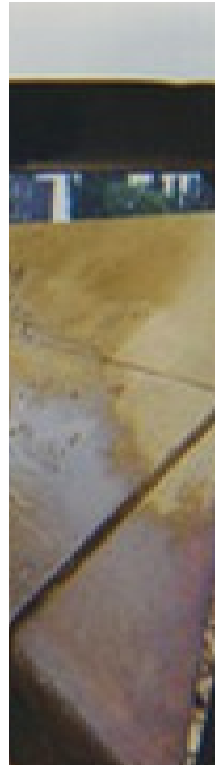
Aménagement de  
reliefs sur un  
parcours de golf





# Exemples de valorisation autorisée

Concassage de  
gravats

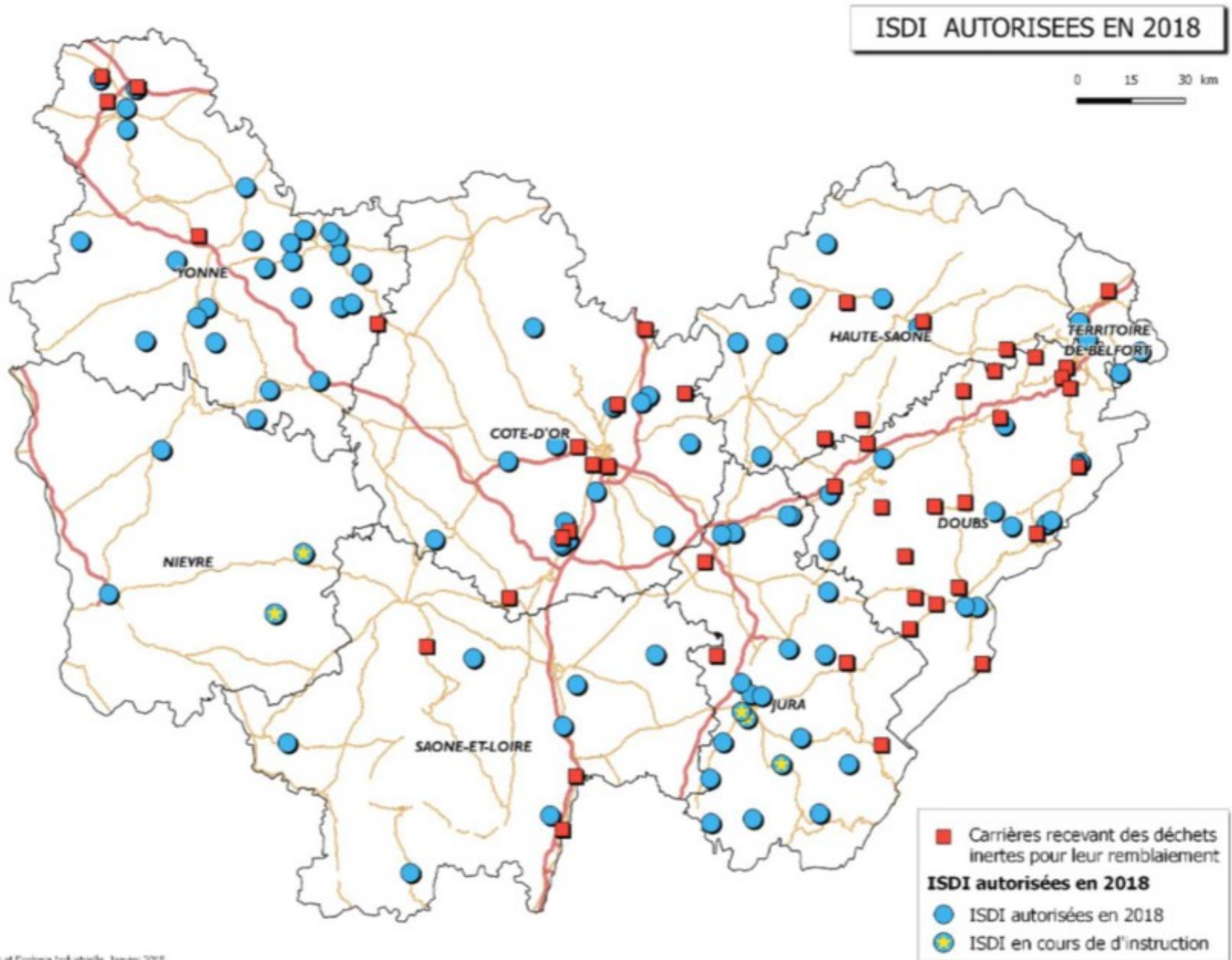


Utilisation en  
sous-couche routière

# Exemples d'ISDI autorisées en exploitation

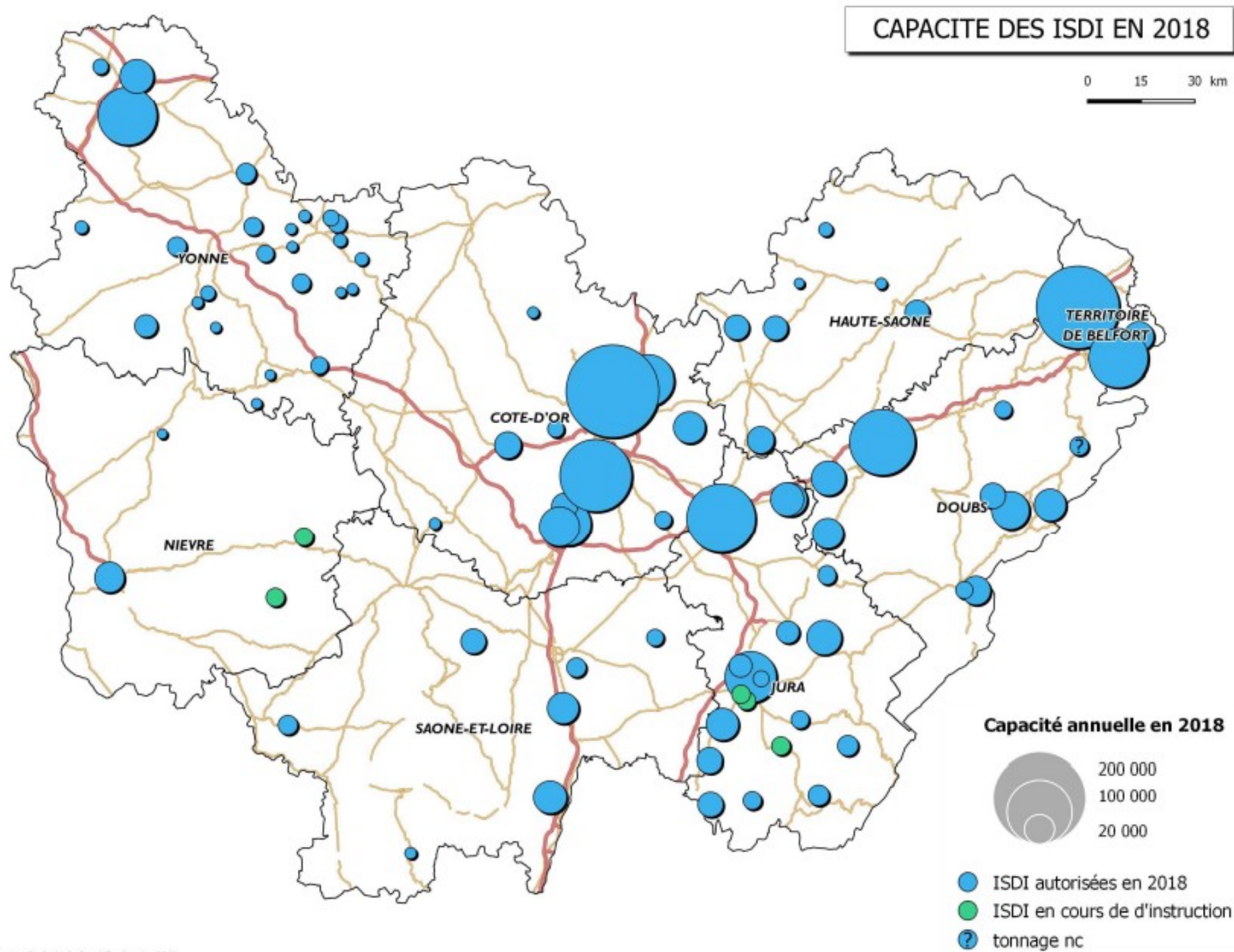


# ISDI et carrières : les exutoires





# ISDI et carrières : les capacités





# Comment atteindre l'objectif ambitieux de 70 % de valorisation ?

## 1. Encourager l'utilisation de ces matériaux alternatifs *(créer la demande)*

- Un objectif réglementaire pour l'état et les collectivités :

*« au moins 50 % en masse en 2017 et 60 % en 2020 de l'ensemble des matériaux utilisés pendant l'année dans leurs chantiers de construction routiers sont issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage de déchets » (LTECV, art. 79)*

- Développement de guides techniques pour l'utilisation de matériaux recyclés

*(exemple du guide CEREMA « Acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière - Les matériaux de déconstruction issus du BTP »)*

# Comment atteindre l'objectif ambitieux de 70 % de valorisation ?

## 2. Améliorer la collecte et le tri (*développer l'offre*)

- Un objectif réglementaire pour l'état et les collectivités :

*« Au plus tard en 2020, l'Etat et les collectivités territoriales s'assurent qu'au moins 70 % des matières et déchets produits sur les chantiers de construction ou d'entretien routiers dont ils sont maîtres d'ouvrage sont réemployés ou orientés vers le recyclage ou les autres formes de valorisation matière » (LTECV, art. 79)*

- Une refonte en cours de réflexion du dispositif de diagnostic avant démolition (FREC)

*(élargir le périmètre d'application, former les maîtres d'ouvrage, rendre le dispositif plus opérationnel en phase chantier)*

- Un encouragement des carrières à développer des plateformes de tri en amont du réaménagement

# Comment atteindre l'objectif ambitieux de 70 % de valorisation ?

## 2. Améliorer la collecte et le tri (*développer l'offre*)

- Un développement du maillage territorial des installations de collecte et de tri

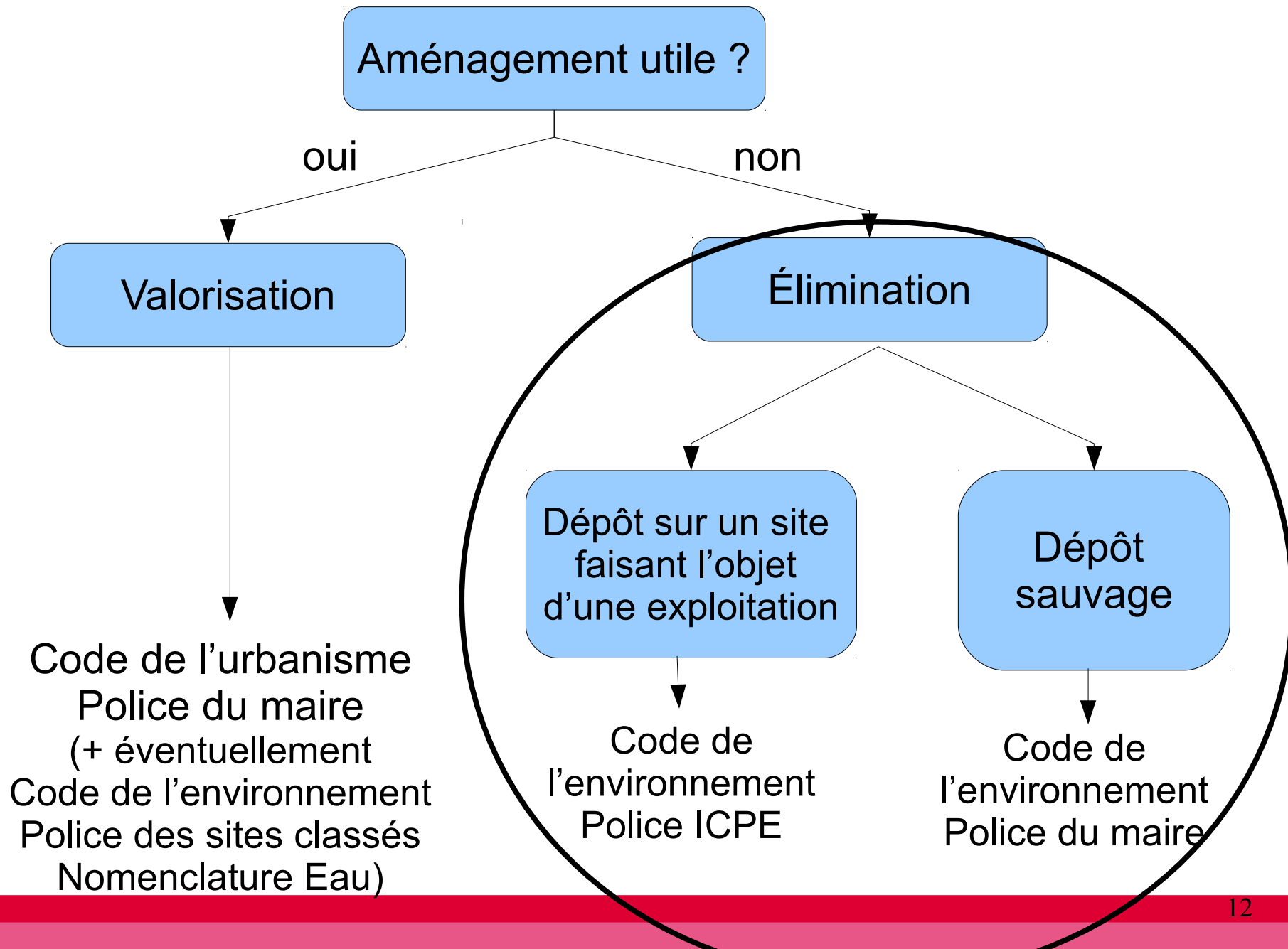
*« tout distributeur de matériaux, produits et équipements de construction à destination des professionnels s'organise (...) pour reprendre, sur ses sites de distribution ou à proximité de ceux-ci, les déchets issus des mêmes types de matériaux, produits et équipements de construction à destination des professionnels, qu'il vend » (article L541-10-9)*

- La mise en place d'une reprise gratuite des déchets du BTP (Feuille de Route Economie Circulaire, 2018)
- Une intensification de la lutte contre les filières illégales (LTECV art. 70)

➤ *Depuis 2017, plus de 40 inspections réalisées en région*



# Site illégal : comment le caractériser ?



# Site illégal : comment le caractériser ?

Élimination

Dépôt sur un site  
semblant faire l'objet  
d'une exploitation

Dépôt  
sauvage



# Le rôle du maire

- Réglementer les exhaussements de sol au titre du code de l'urbanisme :
  - les encadrer en zone sensible, dans le document d'urbanisme
  - instruire les demandes de permis d'aménager
  - sanctionner les exhaussements non autorisés  
(article L480-4 du code de l'urbanisme)
- Régulariser les sites de stockage de déchets si la commune en exploite sans autorisation :
  - déposer un dossier d'enregistrement  
ou
  - fermer le site et le remettre en état
- Faire cesser les dépôts sauvages :
  - mettre en demeure les producteurs de déchets (s'ils sont connus) de cesser leurs dépôts
  - éventuellement, mettre en demeure le propriétaire du terrain d'interdire l'accès à son terrain (clôture, enrochement, panneau...)

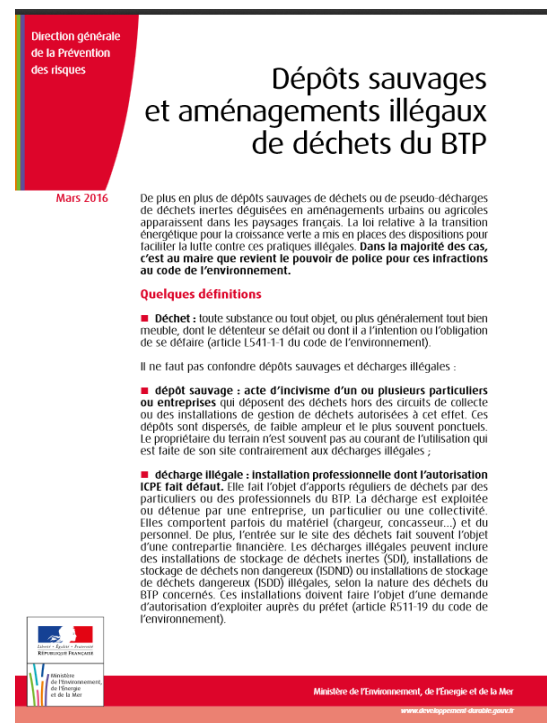


# Les outils à disposition des élus

- Guide de la DRIEE IdF (2014) :  
*Avec modèles de rapport de constatation  
et arrêté de mise en demeure*



- Plaquette Ministère de l'Environnement (2016) :



- Textes réglementaires applicables aux ISDI
- Liste des ISDI autorisées dans la région
- Guide INERIS de justification de la conformité des ISDI aux prescriptions applicables

A retrouver sur le site de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
[www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/](http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/)

# Annexe -Bases réglementaires

# Cadre réglementaire applicable à la valorisation : remblaiement

**Articles R421-19 et 20 du code de l'urbanisme :**

**Les exhaussements du sol dont la hauteur excède deux mètres sont soumis à permis d'aménager si leur superficie est supérieure à :**

- 2 ha dans le cas général
  - 100 m<sup>2</sup> en site classé ou réserve naturelle
- ils doivent en premier lieu être compatibles avec le POS/PLU de la commune

**Des réglementations spécifiques peuvent également s'appliquer, par exemple :**

- En site classé : toute modification de l'état ou de l'aspect du site est interdite, sauf autorisation spéciale (art L. 341-10 du code de l'environnement)
- En zone inondable ou zone humide, les remblaiements sont réglementés (nomenclature sur l'eau)
- Terrains agricoles : la Loi de transition énergétique interdit le dépôt de déchets sur les terres agricoles, sauf dans le cadre de travaux d'aménagement



# Cadre réglementaire applicable à la valorisation broyage/réutilisation de granulats

**Les installations de valorisation de déchets inertes sous forme de granulats relèvent des rubriques ICPE suivantes :**

**2515 . Installations de broyage, concassage, criblage (...) de déchets inertes**

Puissance > 550 kW	A
Entre 200 et 550 kW	E
Entre 40 et 200 kW	D

**2517 . Station de transit de déchets inertes**

Surface > 30 000 m <sup>2</sup>	A
Entre 10 000 et 30 000 m <sup>2</sup>	E
Entre 5 000 et 10 000 m <sup>2</sup>	D

# Cadre réglementaire applicable à l'élimination

- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les installations de stockage de déchets inertes (ISDI) relèvent du régime ICPE :

Rubrique 2760-3 : régime de l'enregistrement (sans seuil)

Procédure d'autorisation simplifiée  
(pas d'étude d'impact ou de danger,  
pas d'enquête publique,  
mais justification de conformité  
aux prescriptions applicables)

- Deux arrêtés ministériels du 12 décembre 2014 :
  - Prescriptions générales applicables
  - Conditions d'admission des déchets
- NB : précédemment, les ISDI relevaient d'un régime d'autorisation spécifique, instruit par les DDT (article L541-30-1 du code de l'environnement)
  - Les installations ainsi autorisées bénéficient de l'antériorité
  - Elles doivent désormais se conformer aux prescriptions générales

# Décharge illégale

Une « décharge illégale » est une installation professionnelle dont l'autorisation ICPE fait défaut : elle fait l'objet d'apports réguliers de déchets par des particuliers ou des professionnels du BTP. La décharge est exploitée ou détenue par une entreprise, un particulier ou une collectivité.

## Sanctions applicables au gestionnaire du site :

- **Administratives** : Article L171-8 et L 541-3 du C.E.
- **Pénales** : Article L. 173-1 : exploitation d'une ICPE sans autorisation  
Article L. 541-46 : gestion non conforme des déchets  
→ 1 à 2 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende

## Sanctions applicables aux producteurs initiaux de déchets :

- Article L. 541-46 du C.E. : gestion non conforme des déchets  
→ 2 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende



# Les indices d'une exploitation :

- Identification ou non d'un gestionnaire du site
- Ampleur du dépôt
  - au-delà de 5000 m<sup>2</sup> la notion d'exploitation est considérée acquise
  - l'exploitation peut être démontrée pour des stockages plus limités, selon la morphologie des dépôts et leur fréquence
- Régularité des apports de déchets
- Présence de signes d'exploitation : engins sur le site, existence d'un registre, échanges commerciaux liés aux apports de déchets...

# Dépôt sauvage

Un « dépôt sauvage » est un acte d'incivisme d'un ou plusieurs particuliers ou entreprises qui déposent des déchets hors des circuits de collecte ou des installations de gestion de déchets autorisées à cet effet. Ces dépôts sont dispersés, de faible ampleur et le plus souvent ponctuels.

## Sanctions applicables aux producteurs initiaux de déchets :

- Administratives : Article L541-3 du C.E.

- Pénales :

Article L. 541-46 du C.E. : gestion non conforme des déchets (entreprise)

→ 2 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende

Article L541-77 : dépôt de déchet sur un lieu non autorisé (particulier)

→ contravention de 5ème classe (1500 €)

**La responsabilité du propriétaire du terrain, s'il a été négligent vis-à-vis de ces abandons, peut aussi être recherchée en tant que détenteur du déchet.**